N° 107 / Mai 2017 1,50 € (soutien 2 €) lct.cwb@gmail.com / www.lct-cwb.be / www.litci.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » **(K.Marx)**



EN LUTTE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

cgsp - acod chu - Brugmann - uvc
ILS ORGANISENT NOTRE MISÈRE ORGANISONS NOTRE LUTTE
ZIJ ORGANISEREN ONZE MISERIE WIJ ORGANISEREN ONZE STRIJD

p.5

101 Days of the Trump Administration

MAY DAY 2017

MAY 1ST - ALL DAY

WE ARE THE 99%!

It is our duty to fight for our freedom.
It is our duty to win.
We must love each other and support each other.
We have nothing to lose but our chains.

p.12



p.9

Comment nous organiser pour la lutte ?

Le passage de Marine Le Pen au premier tour des élections françaises relance les discussions sur la « montée des populismes ». De fait, les politiques européennes, et même mondiales, virent toujours plus à droite.

Est-ce à dire que la voie est toute ouverte, face à des peuples au mieux inactifs, au pire suffisamment inconscients pour avaliser eux-mêmes des politiques qui les lèsent chaque fois plus ? Est-il vrai, comme d'aucuns le disent et le répètent, qu'en Belgique, par exemple, les mobilisations s'éteignent, faute de combattants, « parce que les gens ne viennent pas » ?

C'est oublier que les élections françaises ont lieu à un moment où il y a eu et où il y a d'importantes luttes en France. Que l'élection de Trump a immédiatement donné lieu à d'importantes mobilisations aux Etats-Unis. En Belgique aussi, les travailleurs ont montré, et montrent toujours, qu'ils sont capables de combattre. C'est oublier aussi que dans toutes ces luttes, victorieuses ou pas, les masses, si elles n'ont pas gagné, n'en ont pas été pour autant écrasées. Et c'est sans compter avec toutes les luttes à l'échelle internationale, dont seuls quelques échos nous parviennent dans la presse dominante : La Guyane et la grève générale, la lutte des femmes polonaises en défense du droit à l'avortement, la manifestation contre les politiques migratoires sécuritaires à Barcelone, etc., etc.

Si la bourgeoisie doit aujourd'hui durcir le ton, augmenter la répression et approfondir nos divisions, c'est justement parce que les politiques d'austérité, mises en place déjà par Obama, Hollande ou Elio Di Rupo, mais qu'elle doit encore et toujours approfondir, ne passent pas comme une lettre à la poste. C'est aussi parce que la « belle et grande » Union européenne, que les ténors des partis de droite et sociaux-démocrates nous ont vendue à coup de mensonges médiatiques, nous montre aujourd'hui son vrai visage.

Le problème de l'avancée des mesures d'austérité, et des discours xénophobes et machistes qui les accompagnent, n'est pas à situer dans le fait que de « méchants individus » arrivent au gouvernement. Elle n'est certainement pas non plus à situer dans un manque de combativité des masses.

Ce qu'il nous faut construire aujourd'hui pour faire reculer l'extrême droite, expression actuelle de la politique des possédants, c'est une alternative dans la direction de nos luttes et une alternative de société. Le capitalisme ne peut pas être réformé, ni même adouci via des initiatives uniquement locales. Il nous faut avancer dans la construction d'un parti révolutionnaire, socialiste et internationaliste.

Les cent ans de la révolution russe sont une occasion pour nous pencher sur ces questions essentielles : que voulons-nous ? Comment nous organiser pour y arriver ?

Créons une alternative de direction pour gagner nos luttes et avancer ! Construisons un parti de lutte, révolutionnaire, socialiste et internationaliste !

LIT-QI

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Ed. resp. J.Talpe - rue de l'Elan 73 - Bruxelles

Unis, nous pouvons gagner !

En Europe, comme ailleurs dans le monde, nous faisons face à ce que beaucoup appellent « une montée des populismes » ou « une vague réactionnaire ». Effectivement, l'attaque de la bourgeoisie mondiale est impressionnante. L'extrême droite avance, les frontières se ferment de plus en plus et des mesures d'austérités de plus en plus brutales s'appliquent, aussi dans les pays impérialistes centraux de l'Europe. Et ce n'est pas à cause de Trump ou de Marine Le Pen. Non, c'est la logique de toute politique bourgeoise face à la crise économique : pour maintenir le bénéfice, il faut s'en prendre aux travailleurs, les seuls à produire de la richesse.

La profondeur de la crise de leur système est telle qu'il ne suffit plus de surexploiter uniquement les pays du Sud de l'Europe : ils doivent nécessairement rabaisser également le niveau de vie des travailleurs de nos pays impérialistes. Le terme « montée des populismes » cache seulement l'aiguisement d'une réalité que l'on ne veut pas appeler par son nom : la lutte de classes. Elle cache surtout un aspect de la réalité concrète de cette lutte : partout dans le monde, notre classe réagit, et la bonne application des mesures d'austérité exige les politiques répressives et les discours de division (racisme, machisme, etc.) qui vont avec. Ainsi, en Europe, aucun plan n'est passé sans luttes. Chez nous aussi, notre classe lutte toujours. Voyons cela de plus près.

Notre classe lutte, malgré la trahison de ses directions

Bernard Gilliot, le nouveau président de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB), un des principaux représentants de la bourgeoisie belge, disait dans une interview : « *Les premières réunions avec le Groupe des Dix sont très constructives. La concertation se fait, la discussion est ouverte, cela se passe correctement.* »[1]



Aïe ! Mauvais signal pour les travailleurs ! Cela veut dire que nos représentants continuent à accepter gentiment les plans d'austérité, en changeant juste une petite virgule.

Lors d'une conférence de presse, ce mercredi 19 avril, le front commun syndical exigeait « *une réorientation de la politique du gouvernement fédéral et appelle celui-ci à rétablir davantage de justice sociale et fiscale lors de l'élaboration du prochain budget* ».[2] Menaçait-il d'actions pour le faire plier ? Non, « *à ce stade, ce mécontentement ne se traduira pas par des actions d'envergure* ». « *Nous allons d'abord sensibiliser* », dit Marc Goblet.[3]

Mais la bourgeoisie belge a quand même des soucis à se faire. Aux quatre coins du pays, la colère gronde dans les entreprises : chez Volvo Trucks à Gand, chez ISS à l'Université Libre de Bruxelles, chez DSV Logistics, chez Delhaize, Brico, parmi les travailleurs de l'hôpital Brugman, à travers la lutte des étudiants de l'UCL et de l'ULB contre la hausse du minerval pour les étudiants étrangers. Une lutte en solidarité avec des mouvements de sans papiers… Et le pire, pour le gouvernement et la FEB, c'est que de nombreuses luttes sont victorieuses. De cela, les médias ne parlent pas…



Evidement, il faudra maintenir le rapport de force pour continuer le combat contre l'augmentation de la productivité chez Volvo, contre la fermeture de DSV à Feluy, pour l'amélioration de l'organisation du travail et pour du nouveau matériel chez ISS. Et il faut arriver à unir toutes ces luttes dans un mouvement plus large. Mais ces luttes nous prouvent que les travailleurs organisés peuvent obtenir des victoires. Comme le disait un syndicaliste d'ISS : « *Pour moi, comme syndicaliste, même si on a perdu un peu d'argent, on a gagné beaucoup de choses : la confiance des travailleurs, la dignité des travailleurs. Les travailleurs lèvent la tête, ils forment un collectif. De plus, on a gagné la solidarité des militants et des syndicalistes de l'ULB, d'étudiants, d'autres syndicalistes de l'extérieur, comme vous.* »[4] Même dans une société de sous-traitance comme ISS, il y a moyen de faire plier les patrons, car la force des travailleurs a été de gagner la solidarité des travailleur de l'ULB, l'entreprise qui fait appel à ISS. C'est notre unité qui garantit la victoire.

Notre organisation

Il est nécessaire de diffuser au maximum les victoires comme celle de chez ISS, pour redonner du courage à d'autres, dégoûtés par les trahisons des directions syndicales et persuadés qu'on ne peut rien faire face à ce gouvernement. Et il faut s'organiser pour créer un rapport de forces.

La CGSP-ALR Bruxelles, la JOC et la CNE Bruxelles ont créé, à l'initiative de certains de leurs militants, le *Comité de Résistance Sociale*, pour s'opposer aux mesures d'austérités. Ce comité fonctionne grâce à des assemblées ouvertes à tous, tous les deux mois. Cela montre que de nombreux délégués et militants syndicaux n'acceptent plus l'inaction des structures syndicales et veulent combattre l'austérité. Un grand mérite de l'initiative est la volonté de dépasser les barrières syndicales entre CSC-FGTB. Cela permet d'aller au combat ensemble, de soutenir les luttes ensemble pour tenter d'arracher des victoires, mêmes modestes. La déclaration de fondation déclare : « *nous voulons créer un rapport de force jusqu'au retrait des mesures d'austérité. Nous, militants, unis et solidaires, nous nous engageons à contribuer à un plan de lutte ambitieux et stratégique (comprenant une campagne d'information, des manifestations de masses, des grèves générales, des blocages…), construit démocratiquement au sein de nos différentes organisations, dont prioritairement celles de défense des travailleurs*. » Concrètement, cela veut dire aussi que si la mobilisation n'arrive pas d'en haut, il ne faut pas l'attendre mais convoquer à notre niveau à des actions, mobilisations et grèves avec des mots d'ordre clairs. Une grève des hôpitaux bruxellois serait une réponse aux plans de Maggie de Block, et cela, nous pouvons le faire depuis Bruxelles. Il faut bien sûr appeler à un plan d'action pour construire des mobilisations plus amples, vers une grève générale, mais des actions locales sont déjà un premier pas. Bref, nous devons assumer nos responsabilités et ne pas attendre !

Nous sommes d'accord et soutenons l'appel du CRS, mais nous pensons que, pour mobiliser les travailleurs à la base, il faut dénoncer clairement les trahisons de nos bureaucraties syndicales et leurs méthodes anti-démocratiques. Malheureusement, cet élément n'a pas été repris dans le texte. C'est un discours et une pratique opposés au syndicalisme actuel de concertation qui mobilisera les camarades et collègues dégoûtés par la collaboration de classes menée au sein du Groupe des Dix. Comme le disait une déléguée CGSP, lors d'une assemblée : « *Pourquoi les hautes instances syndicales ont-elles abandonné la lutte contre la loi Peeters, et en échange de quoi ? Pourquoi nous accrocher à la concertation, à cette stratégie de négocier les reculs ? Ils sont en train de nous tuer à petit feu, de nous passer la corde au cou pour nous pendre. Il est plus que temps de réagir !* ». C'est ce discours-là qu'il faut diffuser vers la base. ■

____

1 La Première, 12.04.2017
2 *7sur7* en ligne, 19.04.2017.
3 *Le Soir*, 20.04.2017
4 L'entretien dont nous publions des extraits.

« Les travailleurs lèvent la tête, ils forment un collectif ! »

Voici quelques extraits d'un entretien avec un syndicaliste d'ISS, publiée sur le site de la CGSP-ALR Bruxelles.* Après quelques rappels sur les antécédents, il conclut : « *Toute cette situation, c'est vraiment le fruit amer de la privatisation. Avant il y avait des travailleurs de l'ULB qui assuraient le nettoyage. Cela se passait bien, c'était propre.* » Puis il continue.

Dernière grève : le ras-le-bol contre « le fruit amer de la privatisation »

Depuis qu'ISS est à l'ULB, il n'y a que des problèmes. Récemment on n'avait pas de produits. Avec ISS, on travaille comme des magiciens, seulement avec de l'eau ! H_2O et c'est tout ! Pas de produits, des torchons troués. […] *Ils n'arrêtent pas de faire des économies sur les produits, sur le matériel. Il y a souvent des problèmes de non-paiement de jours de salaire. Bref, après avoir dénoncé tout cela en délégation d'ISS et au CPPT, nous avons obtenu un préavis de grève des permanents FGTB et CSC. Dès le premier jour de grève, on nous dit qu'on fait juste grève pour les 2 jours extra-légaux non-payés. Mais non ! C'est aussi pour tous les problèmes... Finalement on n'a pas laissé la négociation se faire juste sur ces deux jours. Notre position était la suivante : "Vous nous payez les 2 jours extra-légaux et, en plus, on va s'asseoir et vous allez vous engager par écrit à améliorer les conditions de travail. Tant qu'on n'a pas d'accord écrit, le piquet ne va pas être levé !" Finalement, ils se sont engagés à payer.*[…]



Et maintenant ?

On va faire attention à ce qu'ils respectent les accords. Au début, les travailleurs voient d'abord leur intérêt. Et c'était difficile de partir en grève, car ils avaient peur de perdre de l'argent. ***Mais maintenant qu'on a fait grève et qu'on a gagné, c'est plus facile pour repartir en grève.***

On sait que ce n'est pas nous les sauvages qui bloquent l'entrée du bâtiment, mais plutôt ISS qui nous fait travailler dans ces conditions. C'est eux les sauvages.

En général, je pense qu'il faut continuer à se mettre ensemble et bien étudier la situation de la lutte. La lutte contre les patrons est mondiale et il faut être vigilant quand ils attaquent le syndicat. Il faut réveiller nos camarades pour obtenir un changement et avancer dans un monde meilleur, car eux – les patrons –, ils sont aussi en train de détruire la planète.

____

* http://www.infoskes.be (souligné par nous)

Le non marchand en lutte



Les journaux et la télévision nous tiennent au courant des dernières nouvelles concernant ceux et celles qui se sont remplis les poches au frais du « contribuable ». Ces révélations, qui ne constituent que la partie visible de l'iceberg, choquent d'autant plus les travailleurs qu'on leur enjoint de se serrer la ceinture afin « d'équilibrer le budget », c'est-à-dire de garantir les bénéfices des grandes entreprises et de leurs actionnaires Les coupes dans le budget de santé font partie de cet « effort », déjà bien avant le gouvernement Michel. Cela ne fait que renforcer les attaques envers les travailleurs, comme partout en Europe d'ailleurs, crise du capitalisme oblige.

Une autre paire de manches est de faire accepter cela par les travailleurs. Récemment, le secteur non marchand, particulièrement touché par les dernières mesures de Maggie De Block, a recommencé à se mobiliser. Par cette lutte, ils défendent leurs conditions de travail, mais aussi l'accès de tout un chacun à des soins et des services sociaux et culturels accessibles, humains et de qualité. A ce propos, nous reproduisons ici une interview à Véronique, militante du secteur non marchand, infirmière dans un hôpital public bruxellois, plus spécifiquement un hôpital pour enfants.

On a vu que depuis quelques mois, le secteur non marchand a repris la mobilisation. Où en est, à l'heure actuelle, la lutte du non marchand ?

Au mois de novembre, le secteur non marchand est descendu dans la rue pour remettre à l'ordre du jour son cahier de revendications, spécifiquement pour le non-marchand et les hôpitaux privés, car il n'y avait plus aucun rendez-vous avec la ministre De Block et son cabinet pour en discuter. Là-dessus, sont venues se superposer les décisions gouvernementales d'imposer 900 millions de restrictions budgétaires dans tout ce qui était soins de santé et donc les hôpitaux en général. D'autres personnes sont aussi venues en plus à cette première manifestation pour montrer qu'ils n'étaient pas d'accord avec ces restrictions budgétaires, d'autant plus qu'au début du gouvernement, Maggie De Block avait dit qu'elle ne toucherait pas à la santé.

Pourquoi concrètement le secteur des hôpitaux se bat-il ? Quelles sont les revendications ?

D'abord, nous nous battons déjà en permanence avec nos autorités locales, car quand nous mettons un sujet à l'ordre du jour, cela prend des mois avant d'obtenir des réponses ou une solution. Nous sommes quasi en permanence en train de demander de respecter des protocoles qui avaient déjà été négociés et qui ne sont pas respectés par nos autorités. Et la réponse classique de nos autorités est qu'il n'y a pas de budget ou que ce n'est pas financé. Demander des revalorisations salariales, ou demander qu'une personne monte de barème (dans la fonction publique, nous sommes payés selon des barèmes), c'est compliqué. Alors, il y a des personnes qui ont des diplômes différents et qui font le même travail et des collègues qui travaillent côte à côte depuis 10 ans et l'une est payée au barème D, alors que l'autre est au barème C. Par contre, engager des gens pour le cadre, ça, on n'hésite pas ! Je ne sais pas combien d'engagements il y a eu dans la direction. J'ai perdu le compte. Dans tout le secteur de gestion, c'est énorme. Mais, par contre, sur le terrain, dans le personnel soignant, nous sommes restés dans les normes d'agrément qui sont fixées par arrêté royal, et nous sommes restés dans celles de 1986, si je ne me trompe pas. Il faut savoir qu'en 1986, la durée moyenne de séjour était beaucoup plus longue et que cette durée moyenne a chuté entre temps en dessous de 10 jours. Cela veut dire que dans un même lit où avant on mettait une personne, par exemple, pendant 10 jours, cette personne était admise, on faisait les tests, les examens, peut-être une intervention, elle était soignée puis elle rentrait à la maison. Alors qu'aujourd'hui, on fait la même chose en 5 jours : mêmes examens, etc. Donc, sur les mêmes 10 jours, il y a deux admissions et deux sorties, deux fois plus d'examens, etc. Mais il n'y a pas plus de personnel, alors que le mode de financement des hôpitaux a changé : ils sont normalement financés en fonction de l'activité justifiée, et donc, si l'activité augmente, le financement lié à cette activité augmente aussi. Et bien, on n'a pas augmenté le personnel dans les unités de soin.

Quelle est jusqu'à présent la réponse de la ministre ?



En ce qui concerne la relation avec le cabinet de la ministre (qui, je le précise, semble être purement KUL, donc flamand-catholique, parlons vrai), il n'y avait ni concertation ni discussion, que ce soit avec les représentants des travailleurs, donc les syndicats, que ce soit avec les organisations professionnelles, en tout cas très peu, et idem pour les directions des hôpitaux. Les échos que moi j'en ai, c'est que c'est difficile d'avoir quelqu'un, et quand on est reçu, c'est souvent par un subalterne. Maintenant on commence à être reçu, mais les documents ne sont pas envoyés à l'avance et on s'arrange pour bien séparer les divers interlocuteurs.

Le secteur va-t-il continuer à se mobiliser ?

Je ne suis pas directement impliquée dans la mobilisation : c'est surtout la CSC qui a décidé de lutter. Ils sont dans une sorte de plan de 100 jours puisqu'ils se sont donnés 100 jours pour discuter et négocier avec le cabinet, pour faire avancer le cahier de revendications. La manif a eu lieu le 21 mars, donc d'ici 100 jours, peut-être vont-ils refaire une action, c'est possible. Mais le secteur des hôpitaux, et de la santé en général, ce n'est pas un secteur qui bouge vite. Nous avons eu la première fois 17 000 personnes dans la rue, la seconde fois 14 000 personnes. Cela veut dire que les gens ne sont pas contents. Cela veut aussi probablement dire que les gens sont en souffrance, puisque l'essentiel du travail de soin, c'est quand même de l'énergie humaine. Il y a des machines, mais il y a quand même beaucoup d'énergie humaine là-dedans !

Moi, je vois cela dans un cadre plus large. Il n'y a pas que le cadre belge, la politique de restriction budgétaire belge. Il faut voir cela dans un cadre européen, si pas mondial. En Europe, ils sont en train d'appliquer des recettes bien libérales, conseillées par le FMI ou par la commission européenne. Les gouvernements sont pris à la gorge, car ils ont signé, il y a quelques années, ce fameux « 6 pack » du TSCG, qui les coince dans une politique budgétaire extrêmement sévère où ils ne peuvent pas dépasser leurs budgets et doivent diminuer leur déficit. Nous sommes donc dans une spirale descendante, où d'année en année, ils appliquent leurs mesures de restrictions, et cela provoque un déficit dans leurs recettes fiscales et dans leurs recettes de cotisations sociales. L'année d'après, ils se retrouvent donc avec un trou encore plus grand. C'est ce qu'on vient de voir maintenant lors du dernier conclave budgétaire : on vient de voir que le trou dans la sécurité sociale s'était encore agrandi et qu'ils ne comprenaient pas très bien tous les tenants et aboutissants. Une partie est explicable, mais une partie est due au fait qu'ils avaient budgété trop haut les revenus via la TVA. Et comme il y a une diminution de la consommation, car évidemment si vous mettez tout le monde au chômage, et que ces mêmes chômeurs vous les chassez du chômage, ce sont des gens pauvres, ils n'ont plus de revenus. Ils vont donc dépenser le strict minimum, c'est-à-dire manger et avoir un toit. Et si les gens ne dépensent plus d'argent et bien il n'y a plus de TVA ! Nous sommes donc dans cette spirale qui tire tout vers le bas. Et on nous retire donc de l'argent dans la Santé, mais aussi dans la Justice, également touchée depuis plusieurs années. Par contre, on met de l'argent dans la défense, où on peut se permettre de dépenser 3 milliards pour de nouveaux avions. Ce sont des choix budgétaires. ■

Charleroi

Actions contre le projet de loi sur la levée du secret professionnel

Profitant des derniers attentats pour avancer dans ses projets de réformes sécuritaires, la N-VA, en la personne de Mme Valerie Van Peel, a déposé en septembre 2016 une proposition de loi pour modifier les conditions de la tenue du secret professionnel pour les travailleurs sociaux – CPAS, mutuelles, syndicats. La proposition, largement soutenue par la majorité et le CdH, et réclamée par le ministre de la justice Koen Geens, sera soumise au vote à la Chambre le 27 avril, tandis que les professionnels du secteur manifesteront pour le retrait du texte.

Celui-ci devrait sans surprise être adopté par les parlementaires, vu le soutien dont il bénéficie dans le monde politique - à l'exception de la SP.a, du PS et d'Ecolo. Il a par ailleurs déjà été validé en Commission terrorisme de la Chambre en février, et approuvé par le Conseil d'Etat.

Hors le climat favorable créé par la quasi hystérie qui entoure aujourd'hui les questions sécuritaires, tout l'argumentaire censé justifier cette loi s'appuie exclusivement sur un cas précis dans lequel un CPAS bruxellois aurait refusé de livrer des informations, dans le cadre d'une instruction liée au terrorisme[1]. Ce cas précis est contesté par les professionnels du secteur[2], qui jugent globalement que le cadre légal existant est suffisant[3]. En effet, la possibilité de briser le secret professionnel, normalement protégé pénalement, existe déjà pour les cas où des personnes seraient en danger.

Ce projet de loi s'inscrit dans une dynamique internationale, portée ici par la NV-A[4], qui vise à augmenter les pouvoirs des forces de sécurité (modifications des conditions de perquisitions, de garde à vue, volonté de légiférer sur l'état d'urgence, etc.) tout en enlevant aux plus pauvres les moyens de se défendre (chasse et expulsions des militants sans-papiers, débats sur la nationalité, criminalisation de syndicalistes).

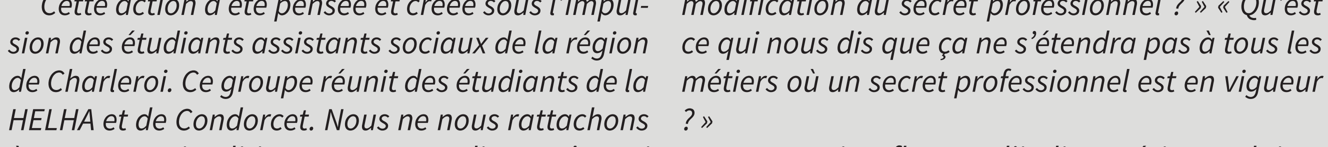
En droite ligne de cette logique, les bénéficiaires des services sociaux sont pointés du doigt comme autant de terroristes potentiels, quant aux travailleurs sociaux eux-mêmes on voudrait leur faire porter une part de responsabilité dans la situation explosive en Belgique ! Il y a certainement une grande part de cynisme dans cette idée, et il est certain qu'avec cette proposition pour inscrire dans la loi les réponses au terrorisme il y a en filigrane la volonté de perpétuer les conditions de son existence : l'exploitation, la guerre et la misère.

Seule une opposition massive et frontale du secteur pourrait forcer le monde politique à faire marche arrière. Assez rapidement d'ailleurs, les CPAS, des associations, des étudiants se sont mobilisés pour faire part de leur inquiétude face à la proposition de la députée. Bien que Charles Michel rejette la potentialité d'une dérive totalitaire[5], ils sont nombreux à craindre que cette levée du secret professionnel pour les travailleurs sociaux, le soit finalement dans un second temps pour d'autres métiers concernés par le secret (journalistes, avocats, médecins entre autres). Les enjeux pour la cohérence et l'efficacité du travail social sont de toute façon réels, et les effets à attendre de la loi sont peut-être bien à l'opposé de ce qu'elle prétendrait accomplir.

Alors qu'il y a eu différents rassemblements de protestation d'étudiants et de travailleurs sociaux, en février et en mars, à Bruxelles, Louvain-la-neuve et Charleroi, nous avons rencontré un collectif de futurs assistants sociaux des hautes écoles de Charleroi. Ceux-ci ont organisé le 20 mars un rassemblement devant les sièges du MR et du CdH, tandis qu'une action similaire avait lieu à Bruxelles. Nous reproduisons ci-dessous le texte de l'appel publié à cette occasion, appel que nous soutenons totalement et qui, partant de leur expérience du terrain, démontre l'absurdité de la proposition de loi.



1 https://francais.n-va.be/actualite/signaler-le-terrorisme-secret-professionnel-ou-non
2 La libre, 21 avril 2017
3 RTBF, 1er août 2016 https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_la-n-va-souhaite-lever-le-secret-professionnel-pour-lutter-contre-le-terrorisme?id=9366815
4 http://francais.n-va.be/actualite/niveau-v-5-propositions-pour-plus-de-securite
5 La libre, 06 février 2017



Cette action a été pensée et créée sous l'impulsion des étudiants assistants sociaux de la région de Charleroi. Ce groupe réunit des étudiants de la HELHA et de Condorcet. Nous ne nous rattachons à aucun parti politique, aucun syndicat. Même si nous recherchons le soutien de ceux-ci et de toutes les personnes concernées.

Nous sommes un groupe de jeunes, autonome et hétéroclite qui a pour but de défendre la déontologie des assistants sociaux en s'opposant à la nouvelle loi qui vise à limiter cet intouchable qu'est le secret professionnel.

Notre rôle en tant qu'assistant sociaux n'est pas de contrôler notre public mais bien de leur offrir un accompagnement de qualité. Il passe par une relation privilégiée dont l'essence est la confiance et le secret professionnel en est le garant. Il nous semble dangereux en tant que « confident nécessaire » que notre secret professionnel soit limité. Étant donné que celui-ci nous permet d'offrir un lieu de libre parole et d'écoute. Sans cela, il y aura une autocensure de la part des usagers ce qui, à long terme, pourrait être un frein à la qualité de notre travail ou bien même dans certains cas, un danger pour la collectivité.

Nous nous mobilisons contre cette loi car nous trouvons que cette mesure est abusive. De nouveau, ce n'est pas notre rôle. Nous sommes aussi conscients que cette mesure ouvre la porte à d'autres mesures, de plus en plus liberticides.

Cette loi n'a pas lieu d'être, puisque notre code de déontologie nous dicte qu'il nous faut briser le secret professionnel dès qu'il y a un danger imminent pour la personne ou d'autres personnes. Les questions qui se posent donc sont : « Quel est l'intérêt de cette loi ? » « Est-ce commencer à s'immiscer de manière fourbe dans la modification du secret professionnel ? » « Qu'est ce qui nous dis que ça ne s'étendra pas à tous les métiers où un secret professionnel est en vigueur ? »

Cette notion floue « d'indices sérieux » laisse donc la libre interprétation au travailleur social de ce qui peut être un indice de radicalisation. Nous craignons donc l'utilisation abusive de cette loi. Dès lors, comment pouvons-nous prétendre à :

- *« Aider chacun à trouver sa place dans la société et à s'y promouvoir »*
- *« Respecter des opinions, philosophique et politique d'autrui » – ce qui s'impose à l'assistant social dans l'exercice de sa profession…*

Cela crée une contradiction entre la loi et notre code déontologique. Car, comment peut-on prétendre favoriser l'intégration de notre public, tout en stigmatisant une partie de celui-ci ?

Mettre en place des mesures sécuritaires à tout prix pourrait avoir un effet pervers. En effet, que se passera-t-il lorsqu'un citoyen se verra injustement perquisitionné, car un travailleur social l'aura étiqueté « radicalisé », sans pour autant se référer à des critères objectifs et clairement définis ?

Qu'on ne cherche pas à nous rassurer par rapport à cette loi et toutes les dérives qu'elle engendrera. Nous les assistants sociaux, nous ne sommes pas dupes ! Nous lutterons sans relâche jusqu'à ce que la promotion des droits de chacun soit effective et nous défendrons coûte que coûte les valeurs qui découlent du code de déontologie de l'assistant social.



Nous espérons que la voix du peuple sera entendue et écoutée, car c'est le fondement de la démocratie. Nous ne voulons pas de demi-mesure, nous ne voulons pas de cette loi, ni du monde que l'on tente de nous imposer.



France

Les élections présidentielles et la crise de la « République »

Cet article place les élections présidentielles en France dans une perspective un peu plus large que le quotidien des « analyses » de la presse et la télé. Il a été écrit avant le premier tour, pour lequel nous proposions de voter pour Philippe Poutou (voir notre site), mais les résultats de cette première manche du scrutin ne nous donnent aucun motif pour changer quoi que ce soit dans le texte qui suit, écrit du point de vue de notre classe*.*

Le contexte : une crise persistante

Les élections en France se déroulent dans les conditions d'une crise économique et politique persistante. Cette crise va de paire avec des grèves, certes ponctuelles, mais récurrentes dans différents secteurs et dans différentes régions, jusqu'au mouvement massif dans la colonie de Guyane. Le mécontentement généralisé provoqué par la situation présente clairement le caractère d'un processus de fermentation politique, en réaction à la décomposition croissante du système politique, qu'il contribue à accélérer. C'est une forme de fermentation politique très française, qui provient, bien entendu, des problèmes sociaux, mais qui s'élève et flotte au-dessus d'eux. Elle fait partie de la culture populaire politique française, et s'est déjà manifesté plus d'une fois dans l'histoire de manière fascinante quand elle développe toutes ses forces. Elle se manifeste aujourd'hui sous la forme de discours invariablement hostiles envers les patrons et les politiciens, qui font déjà partie du quotidien ; mais aussi sous la forme de protestations politiques, encore limitées et dispersées, mais qui entrent parfois en résonance entre elles, contre des problèmes sensibles, comme le montre le cas de Théo, jeune garçon noir agressé gratuitement par la police à Aulnay-sous-Bois, dans la banlieue parisienne, qui a suscité une réaction nerveuse dans la société. La victoire du gouvernement, avec l'aide inestimable de la bureaucratie syndicale et des politiciens réformistes, contre le mouvement social dans la guerre de position contre la loi travail n'a pas écrasé la contestation : mais elle l'a plutôt renvoyée dans la société, d'où elle venait, provoquant une baisse rapide et conjecturelle de l'esprit combatif, mais catalysant ainsi la fermentation sociale à venir et la politisant encore plus.

La crise de la démocratie bourgeoise et la décomposition du champ politique traditionnel apparaissent ouvertement, accumulant les symptômes les uns après les autres. C'est d'abord la faillite politique du PS dirigeant, miné par le fractionnisme interne, dont l'appareil de parti en vient à soutenir de manière à peine cachée le « sans-parti » Macron contre son propre candidat officiel Hamon ; celui-ci a, à la surprise générale, récolté des voix à l'intérieur du PS en tant que représentant de « l'aile gauche » lors des primaires, mais, comme candidat du PS, il ne peut pas occuper la même place en dehors du PS, et est très bas dans les sondages. Ce sont ensuite les scandales de corruption dans le parti traditionnel de droite des Républicains (ex-UMP), qui consolide sa réputation de parti des escrocs et des voleurs. Ce sont aussi les pronostics de l'absence, inédite au second tour, des candidats des deux principaux partis. C'est aussi la domination dans les sondages de deux populismes : d'un côté, le populisme socio-libéral représenté par Macron, qui se déclare « ni de gauche, ni de droite » (comme on appelle en France les deux partis traditionnels) et qui tente effectivement d'attirer à lui les forces des uns et des autres ; de l'autre, le populisme d'extrême-droite de Marine Le Pen.

Mais qui veulent donc voir les Français ?

Indépendamment du résultat des élections, il est déjà possible de donner avec certitude une réponse claire : aucun d'entre eux. En témoignent les sondages du mois de mars, selon lesquels la somme de ceux qui n'ont pas encore choisi un candidat et de ceux qui n'ont pas l'intention d'aller voter avoisine les 70%, à part quasiment égale pour chaque réponse.

En premier lieu, les Français ne veulent pas voir le candidat du parti actuellement au pouvoir, Benoît Hamon, quels que soient ses efforts pour se présenter comme l'aile gauche et pour prendre ses distances avec le gouvernement de son parti. Hamon essaie de séduire les électeurs avec la proposition d'un revenu universel à hauteur de 700 euros, qui joue en fait le rôle de compensation pour les licenciements et le chômage,

fruits de la ligne néolibérale du PS. Mais ces tentatives semblent à ce point infructueuses que même François Fillon, candidat des Républicains, ne parvient pas à tomber sous Hamon dans les sondages, en dépit de ses affaires scandaleuses de népotisme, de sa politique ouvertement orientée vers les intérêts des grandes entreprises et de ses éloges à Thatcher.

La candidate de l'extrême-droite, Marine Le Pen (FN), tout en essayant de mettre les problèmes des travailleurs français sur le dos d'autres travailleurs (les immigrants), doit résoudre le problème de la quadrature du cercle. D'un côté, la bourgeoisie française ne semble pas encore parier sur Le Pen, bien qu'elle ait fortement modéré sa rhétorique à l'égard de l'Union européenne, si chère aux capitalistes français, et déclaré qu'elle respecterait les règles existantes en cas de victoire aux élections, autant de positions prises pour s'attirer le soutien de la grande bourgeoisie, tout en servant aux gens la critique démagogique du « système ». De l'autre côté, puisqu'elle s'appuie électoralement sur la partie la plus marginalisée de la petite bourgeoisie blanche et du prolétariat, Le Pen suscite l'aversion chez la plupart des gens et, dans le contexte d'une agitation sociale et politique, elle ne peut gagner que dans un seul cas : si cette effervescence se traduit par un refus massif des Français d'aller voter pour d'autres candidats, même dans le cadre du trompeur « front républicain contre le FN », utilisé aux dernières élections régionales. Autrement dit, la victoire de Le Pen ne peut qu'être le résultat de la grande défaite du système politique existant, dont elle fait partie et dont elle devrait prendre la tête. Sa victoire ne peut être qu'une victoire à la Pyrrhus.

Jean-Luc Mélenchon, qui dépasse Hamon dans les sondages, s'efforce de supplanter le PS en train de s'effondrer, recueillant une partie des voix des déçus. Mais Mélenchon a mariné assez longtemps dans ce même système politique dont les Français sont las pour qu'il soit difficile de les convaincre de sa « nouveauté », d'autant plus qu'il ne propose rien de vraiment nouveau sur l'essentiel. Son mot d'ordre principal est d'appeler à « dégager » « pacifiquement » et « démocratiquement » ceux qui administrent le capitalisme français à l'heure actuelle. Mais de fait, sa proposition la plus avancée est de changer les institutions de l'Etat et de passer à une république parlementaire. Sur le plan du changement de système, le projet de Mélenchon ne se distingue pas fondamentalement de l'aile gauche du PS, si ce n'est surtout par ses manières de tribun et par ses formules lancées à haute voix mais n'obligeant à rien. Dans une tentative de prendre ses distances avec le PS pro-européen, il critique l'UE. Il est évidement indispensable de lutter contre cette structure impérialiste que représente l'Union Européenne, mais Mélenchon la critique au nom de la défense de la « souveraineté » de la France – deuxième puissance impérialiste de l'Union Européenne – contre la domination allemande, et il se met ainsi à ressembler à Le Pen. En outre, comme Le Pen, en dénigrant l'UE, Mélenchon ne critique pas en réalité l'UE comme structure, comme bloc de la bourgeoisie contre les travailleurs, mais seulement les « mauvais accords », en proposant de les revoir et de réformer l'UE. Par là, bien qu'il puisse éventuellement attirer le « vote utile » de la gauche, Mélenchon aura du mal à gagner la vraie confiance et les espoirs des gens.

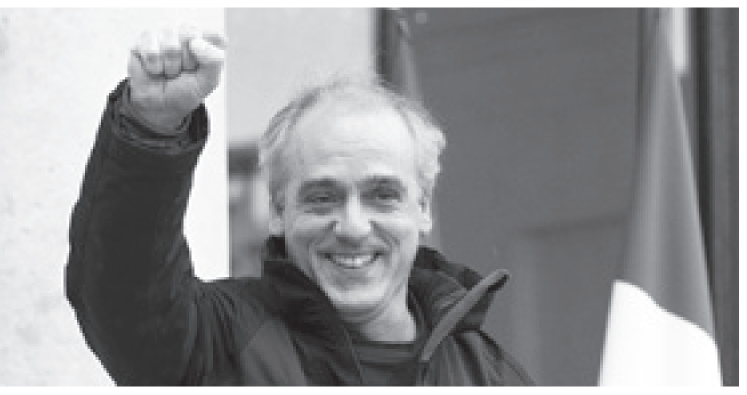
> Mélenchon, ancien ministre du socialiste Lionel Jospin, est le candidat à la tête de la « France insoumise », soutenu par le Parti communiste. Il s'identifie à la « nouvelle gauche européenne » de Podemos, le Bloco de Esquerda portugais, die Linke ou Syriza, dont il ne s'est pas distancié. Comme toutes ces forces, il ne propose pas la rupture avec l'UE, mais « la modification de ses traités ». Son programme, avec une touche nettement nationaliste, ne défend aucune mesure de fond contre les banquiers et les grands groupes capitalistes. Il propose des réformes modérées et une Assemblée constituante pour refonder une VIe République parlementariste. Il défend également la sortie de l'OTAN et l'insertion du droit à l'avortement dans la Constitution. Il se présente comme le porte-drapeau de la « révolution citoyenne ».
>
> La déclaration de la LIT-QI du 14.04.2017

Emmanuel Macron est tout occupé à tenter de matérialiser le vide politique et l'absence de confiance envers les autres partis. En plus d'un programme clairement libéral, il fait des révérences sociales-libérales en direction des travailleurs les moins opprimés et les plus qualifiés (par exemple, les professeurs), promettant de fait à tous la liberté, l'égalité et la fraternité ultralibérales. Si Le Pen a déjà gagné par le populisme le soutien de quelques couches de la population et essaie de s'attirer une partie de la grande bourgeoisie, Macron fait, lui, le contraire : à partir du soutien largement acquis de la grande bourgeoisie, il tente de s'approcher d'autres secteurs de la population.

Les candidats les plus à gauche, Philippe Poutou du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière, n'ont que quelques pourcents dans le cadre de la marge d'erreur statistique. La raison principale en est, bien sûr, que les programmes qui d'une façon ou d'une autre remettent en question le système bourgeois sont marginalisés par ce même système par le moyen des institutions et des médias bourgeois et du « bon sens » imposé par eux à la population, y compris à la classe ouvrière – un « bon sens » dont l'essence est l'acceptation du monde « tel qu'il est », c'est-à-dire de la domination de la bourgeoisie. C'est pourquoi les élections bourgeoises, même très démocrates-radicales, dans la société contemporaine de la domination de la bourgeoisie, sont déjà en soi une tromperie. Mais le problème n'est pas seulement là. Dans un sens, c'est même le contraire : parce qu'ils ne critiquent pas clairement les institutions bourgeoises, ces partis ne constituent que difficilement des repères même pour ceux qui sont déçus des institutions bourgeoises.

Tandis que les couches les plus opprimées et même une partie des couches moyennes commencent à prendre conscience ou à ressentir le pourrissement généralisé du système et la nécessité de changements radicaux, le programme du NPA ne sort pas des limites de sa « démocratisation radicale ». C'est certes susceptible d'attirer des couches relativement privilégiées des travailleurs, surtout parmi les couches moyennes petites-bourgeoises, mais ces derniers préféreront rapidement donner leur « vote utile » à Mélenchon. En même temps, cela ne peut pas inspirer les simples travailleurs et les couches moyennes en cours de marginalisation, qui tomberont plutôt dans les pièges de Le Pen, qui se présente comme porteuse de changements.

LO, à la différence du NPA, ne vend pas d'illusion sur la radicalisation du système de la démocratie bourgeoise et est le seul parti dans ces élections qui parle clairement de l'expression de la position de la classe travailleuse, et c'est là son mérite indubitable. Mais l'agitation et la propagande de LO répond à tous les problèmes politiques par un renvoi universel et général à la division de la société en bourgeoisie et prolétariat, ce qui est vrai, mais constitue seulement le cadre général de tous les processus, qui réclament chacun des réponses politiques particulières, lesquelles ne se résument pas à l'énoncé du « cadre général ». Cela correspond de fait à une sortie de la politique. En plus de cela, LO, comme toutes les organisations de gauche françaises, est refermée sur la France en ce qui concerne tant la vision des processus que la construction de l'organisation. A cause de cela, LO ignore en fait des processus et des questions politiques très importants tels que la nature de l'UE, la révolution syrienne, l'impérialisme, y compris français, son rôle dans le pillage impérialiste du monde et le caractère impérialiste de sa démocratie, la question nationale. Cette approche, d'une part, ne peut pas ne pas susciter une impression de dogmatisme, puisque beaucoup des questions mentionnées flottent dans l'air français et demandent une réponse plus poussée ; et d'autre part, LO n'est pas capable de dénouer jusqu'au bout toute la pelote de la politique bourgeoise et de ses mensonges.



Philippe Poutou : pour s'opposer aux candidats bourgeois

Leur République en danger...

On assiste pendant les élections en France à une forte crise du système politique, dû en grande partie au profond mécontentement des Français. Dans ces conditions, quel que soit le candidat qui remportera le scrutin, il se retrouvera affaibli, privé de confiance réelle et forcé de s'opposer à la résistance des masses indignées dans les conditions d'un système politique en décomposition. Ce sont précisément l'humeur et l'action des masses, et non le spectacle des élections ou telle ou telle combinaison de papier dans l'urne, qui détermineront le rapport réel des forces de classes. Tous les récits sur la possibilité de résultats « catastrophiques » des élections ne sont que des appels au « bon sens » – qui est moins composé de pensée que de peur sur le moment – pour renvoyer la conscience des gens en arrière, sur le lit de Procuste de la fausse logique parlementaire, vers la foi dans la force miraculeuse du bulletin et du « vote utile » pour l'un ou l'autre des candidats.

Les idéologues bourgeois « responsables » ne cachent pas leurs craintes pour la « République » et tentent d'inoculer ce sens de la « responsabilité » aux Français. Si on voit dans le système politique parlementaire « républicain » l'instrument de la résolution des problèmes des travailleurs, alors effectivement, il y a des raisons de craindre l'effondrement de la « République ». D'autant plus qu'il n'y a probablement aucun autre pays dans le monde où la notion de « République » n'ait été autant sacralisée qu'en France, où on apprend dès le plus jeune âge que c'est le bien commun. Pour la même raison, il ne faut pas sous-estimer sa crise politique, qui a en France une signification particulière.

Mais si l'on comprend que toute cette République n'est pas la « République » mais la République *bourgeoise*, et que son système politique avec toutes ses institutions « démocratiques » et « républicaines » est le mécanisme politique des capitalistes pour assurer leur pouvoir sur les travailleurs, en les obligeant à travailler toujours plus et dans des conditions toujours pires, alors les symptômes de dislocation de ce mécanisme ne doivent pas susciter chez l'humain ordinaire la moindre compassion ni la moindre inquiétude. Plus encore, tant que les travailleurs ne renverseront pas ce mécanisme, leur vie continuera à se dégrader, quelles que soient les belles promesses du vainqueur des élections. Les dernières années confirment deux fois plutôt qu'une, et pas seulement en France, cet impératif.

Et de ce point de vue, le prolétariat français lui-même a déjà une sérieuse raison de s'inquiéter. Le fait est que, dans ces conditions de crise politique, il n'a pas aujourd'hui son instrument politique, son parti révolutionnaire, avec lequel il pourrait s'opposer aux petits jeux des partis bourgeois et pro-bourgeois. Sans construction d'un tel parti politique autour d'un programme révolutionnaire et qui ne se limite pas à un seul pays, mais qui agit au niveau international, la classe travailleuse ne pourra pas détruire l'Etat bourgeois et ses institutions qui gardent le capitalisme. Il ne pourra pas prendre le pouvoir dans ses mains, vaincre la bourgeoisie et en finir avec le capitalisme impérialiste et la chute de la majorité de la population à de nouveaux niveaux de misère. Bien sûr, la construction d'un tel parti se heurte chaque jour à de nombreux obstacles, érigés par la bourgeoisie. Mais ce n'est pas impossible si les partisans de la révolution se mettent à l'œuvre avec sérieux, conscience et volonté, en s'appuyant sur la combativité dont la classe ouvrière française est capable, et qu'elle a encore prouvé, et en apportant à la décomposition de la démocratie bourgeoise et à la crise économique leurs propres solutions. ■



Manifeste de la LIT à l'occasion du Premier mai

1. Le Premier mai est une journée internationale de lutte de la classe ouvrière, et non un jour de fête. Nous ne pouvons pas célébrer 200 millions de chômeurs dans le monde. Selon l'OIT, il n'y a qu'un quart des travailleurs qui ont un emploi stable, les salaires diminuent de plus en plus et la plupart des travailleurs dans le monde ont du mal à joindre les deux bouts.

Les plans néolibéraux attaquent des droits minimaux, tels que la retraite et les vacances. Les pauvres meurent avant d'être soignés dans les hôpitaux publics. Même dans les pays impérialistes, la crise des soins de santé et de l'éducation publique augmente sans cesse. La police entre dans les quartiers pauvres comme une troupe d'occupation et tue sans discrimination. C'est le cas également dans les pays impérialistes, où les libertés sont de plus en plus attaquées et la répression sévit de plus en plus, comme en France et en Espagne.

L'environnement est détruit sans ménagement afin d'accumuler des profits.

Le capitalisme utilise l'oppression pour augmenter encore davantage l'exploitation et diviser la classe ouvrière. La haine contre les immigrés, la violence sexiste et raciste et l'homophobie sèment l'affrontement entre travailleurs, ce qui facilite la domination de la bourgeoisie.

La colère gronde de plus en plus dans les quartiers pauvres de la périphérie des villes du monde. C'est là que l'on peut sentir la réalité de la population, et pas dans les élégants couloirs des centres commerciaux.

2. Trump gouverne les Etats-Unis, montrant le vrai visage de l'impérialisme : le visage de l'extrême droite, du militarisme, du sexisme, du racisme, de l'homophobie, de la répression, de la destruction de l'environnement.

Trump tente d'instrumentaliser les travailleurs blancs contre les Noirs, les femmes, les immigrants. Il parle d'obtenir plus d'emplois pour les Blancs, comme si les autres travailleurs fussent les responsables de la crise. Le vrai projet de Trump, c'est de diviser les travailleurs et d'être en mesure d'imposer une attaque très dure, non seulement aux immigrants et aux Noirs, mais aussi aux travailleurs blancs qui verront leurs salaires abaissés encore davantage et leurs droits syndicaux annulés.

La réaction contre Trump, avec la mobilisation de trois millions de personnes dans son premier jour de gouvernement, a montré que la polarisation de la lutte de classes a atteint le cœur de l'impérialisme. En ce Premier mai, les travailleurs aux Etats-Unis – et en particulier ses secteurs les plus exploités, les immigrants – organisent une grande mobilisation de rejet de Trump.

Trump veut imposer les intérêts des multinationales nord-américaines dans le monde entier moyennant la force militaire et la lâcheté des gouvernements soumis.

Les récents bombardements en Syrie et en Afghanistan, ainsi que la menace contre la Corée du Nord, deviennent une menace sérieuse contre les travailleurs et les peuples du monde. Ce Premier mai, nous devons dénoncer de toutes nos forces sa politique impérialiste d'agression militaire et la rejeter.

Cependant, dans de nombreux pays apparaissent d'énormes manifestations contre Trump, montrant que la conscience anti-impérialiste se développe fortement dans le monde.

3- Les gouvernements impérialistes européens, comme ceux de Hollande (France), de Cameron et May (Grande-Bretagne), de Gentiloni (Italie) et de Rajoy (Espagne), appliquent dans leurs pays des plans néolibéraux de plus en plus violents contre les travailleurs, pour tenter de survivre à la concurrence inter-impérialiste.

Mais les crises politiques importantes et en augmentation en Europe – comme celle du Brexit et l'instabilité de ces gouvernements – montrent une polarisation croissante en Europe. L'Union européenne, qui exploite et opprime tous les Européens au service des banques et des impérialismes les plus solides, montre déjà des signes d'épuisement.

4- Les gouvernements des pays semi-coloniaux appliquent les mêmes plans néolibéraux, encore plus durement. Il en est ainsi avec les gouvernements détestés de Temer au Brésil, de Macri en Argentine, de Peña Nieto au Mexique, de Cartes au Paraguay. C'est également le cas de la Grèce, qui est devenue une semi-colonie allemande. Les énormes crises politiques vécues dans ces pays indiquent que les travailleurs sont fatigués d'accepter ces attaques. Il est temps de renverser ces gouvernements, qui ne font qu'attaquer les travailleurs, au service des multinationales.

5- Les travailleurs du monde entier devraient réfléchir sur le rôle des partis « réformistes » et « nationalistes ». L'énorme crise actuelle de gouvernements comme celui de Hollande, de Maduro, de Bachelet s'explique parce qu'ils ont appliqué les mêmes plans néolibéraux que les gouvernements de « la droite ». La crise et le renversement du gouvernement de Dilma – du PT, au Brésil – ont la même explication. Les gouvernements de ces partis sont également des agents utiles de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Lorsque ces partis se placent dans « l'opposition », c'est pour récupérer un capital électoral et pour essayer de revenir au gouvernement, afin d'appliquer les mêmes plans néolibéraux.

6- Les partis qui se présentent comme la nouvelle gauche antiaustérité, radicale et altermondialiste, alternative à la social-démocratie, ont la même politique, une fois arrivés au gouvernement. Rappelons l'exemple donné en Grèce par Syriza, qui est arrivée au pouvoir en disant qu'elle n'accepterait pas l'austérité et la perte des droits ; une fois au pouvoir, même après que les gens ont rejeté ces pertes lors du référendum, elle applique le plus dur des plans néolibéraux dans le pays. C'est aussi la trajectoire du Bloc de gauche au Portugal, qui soutient le gouvernement du Parti socialiste portugais.

Ces partis anti-austérité d'aujourd'hui sont la social-démocratie de demain. *Podemos* en Espagne suivra le cours du PSOE, comme le montre son activité dans la ville de Madrid. Nous avertissons les travailleurs que le PSOL au Brésil veut suivre le même parcours que le PT. Ce n'est pas par hasard que Lugo, au Paraguay, s'est mis d'accord avec le gouvernement de droite de Cartes pour une modification de la Constitution permettant la réélection. La modification a été rejetée par le peuple paraguayen, qui a mis le feu au Congrès.

7- Les bureaucraties syndicales du monde entier contribuent à maintenir la domination et l'exploitation de la bourgeoisie. Accrochées aux privilèges des appareils, elles aident les partis réformistes et bourgeois, au sein du gouvernement ou dans « l'opposition », à freiner les luttes des travailleurs. Ce n'est pas par hasard que de nombreux travailleurs finissent par se distancier des syndicats à cause du rôle de la direction de ceux-ci.

Il faut renforcer à partir de la base l'émergence de nouvelles directions engagées dans les luttes et respectueuses de la démocratie ouvrière.

8- Les travailleurs de la Chine et de Cuba doivent toujours faire face à des dictatures capitalistes, qui, au nom du socialisme, attaquent les travailleurs et enrichissent une nouvelle bourgeoisie, émergée de l'ancienne bureaucratie des partis communistes respectifs. Dans ces pays, les travailleurs doivent se battre durement pour la liberté d'organisation.

Les partis qui gardent de façon stalinienne l'héritage des anciens partis communistes, regroupés dans ce qu'on appelle le castro-chavisme, accumulent les crimes contre les luttes des



travailleurs et des peuples. Le soutien au génocidaire Assad, responsable de la mort d'un demi-million de personnes et de la fuite du pays de douze millions de Syriens, est une trahison qui ne sera pas oubliée.

Au Venezuela, Maduro prend une mesure après l'autre pour attaquer les travailleurs et leurs droits démocratiques, sous le faux discours du socialisme du 21e siècle et de la lutte contre l'impérialisme, alors que le peuple n'a même pas accès aux produits de base et à la nourriture.

9- Les grandes entreprises dominent le monde. Ce sont elles qui financent les campagnes des partis et obtiennent par la suite ce qu'elles veulent des gouvernements. La « démocratie » des riches n'a rien de démocrate. Les partis de la « droite » et de la soi-disant « gauche » sont financés par les grandes entreprises et appliquent donc les mêmes plans néolibéraux. Les gens votent, mais ne décident rien. Ce sont les grandes entreprises qui se trouvent aux commandes.

Les huit personnes les plus riches du monde, propriétaires de grandes entreprises multinationales, gagnent autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Le luxe des maisons, des voitures, des fêtes de la bourgeoisie est scandaleux.

La corruption apparaît dans tous les gouvernements. Et les journaux de la bourgeoisie veulent montrer que « tous sont corrompus. » Ce n'est pas vrai. Corrompus sont les politiciens et les partis financés par les grandes entreprises et les banques, qui les corrompent pour diriger les Etats nationaux.

10- Le monde est construit par les travailleurs. Ce sont les mains des travailleurs qui cultivent les aliments, qui fabriquent les voitures et les maisons, les hôpitaux et les écoles, les téléphones cellulaires et les ordinateurs. Ce sont les mêmes travailleurs qui ne parviennent pas à se nourrir, s'éduquer, se vêtir et avoir des soins de santé et une éducation convenables.

Le capitalisme est le père de l'oppression, de la répression et des guerres, de la destruction accélérée de l'environnement. Si les travailleurs étaient au pouvoir et pouvaient libérer le développement des forces productives, il serait possible de mettre fin à la faim et au chômage dans le monde actuel dès maintenant.

11- Le Premier mai devrait être, dans le monde entier, un cri de guerre pour la lutte. Unissons les travailleurs pour renverser les plans néolibéraux et les gouvernements qui les soutiennent. Exigeons des dirigeants syndicaux d'unifier les luttes vers des grèves générales qui pointent la voie à suivre. Appelons la population exploitée et opprimée à vaincre les dictatures capitalistes.

Construisons des organisations démocratiques des travailleurs, de nouvelles directions pour les luttes, à partir de la base. Unifions les nouvelles directions dans des coordinations de luttes.

12- Il est possible d'avoir un monde meilleur pour nos enfants.

Ce n'est pas vrai que cela a toujours été comme ça et le sera toujours. En ce Premier mai, c'est le moment de hisser à nouveau bien haut le drapeau du socialisme.

En 2017, nous célébrons le centenaire de la Révolution russe. Cette expérience historique a montré qu'il est possible de changer le monde. L'expropriation de la bourgeoisie et la planification de l'économie ont donné lieu au plus grand changement jamais vu dans l'histoire économique. Il n'y avait plus de misère et de faim. Les gens ont commencé à avoir de l'éducation et des soins de santé de qualité. La lutte des femmes a fait une percée historique avec le droit au divorce, à l'avortement et à un salaire égal à celui des hommes. Le mariage homosexuel a été approuvé par les tribunaux soviétiques. L'oppression des nationalités de la Russie tsariste a été transformée en union libre : l'URSS.

Au cours des premières années de la révolution russe, avant la bureaucratisation stalinienne, le prolétariat russe était au pouvoir. Il n'y a jamais eu de démocratie pareille. Contrairement à la « démocratie » actuelle des riches, dans la démocratie ouvrière, ceux qui travaillent décidaient de la voie à suivre du pays.

Pour que ce grand processus puisse avoir lieu, il fallait qu'un parti révolutionnaire, le Parti bolchevique de Lénine, en prenne la direction et appelle à construire l'Internationale communiste. Aujourd'hui, en 2017, le besoin de construire un parti révolutionnaire et une Internationale révolutionnaire est plus que jamais d'actualité.

La propagande impérialiste a essayé d'effacer ces progrès de la mémoire de l'humanité, en identifiant ce que fut la Révolution russe avec le régime totalitaire bureaucratique stalinien, qui a finalement restauré le capitalisme. Mais la crise capitaliste a ramené les idées socialistes. Le socialisme est à nouveau thème de discussion dans le monde entier. Nos drapeaux rouges sont arborés, ce Premier mai, avec la fierté des socialistes révolutionnaires.

Rejoignez-nous pour lutter contre les plans néolibéraux de l'impérialisme et de ses gouvernements. Rejoignez-nous pour construire des partis socialistes révolutionnaires. Ensemble, nous construirons la Ligue Internationale des Travailleurs. ■

Vive le Premier Mai de lutte des travailleurs !
A bas Trump et l'impérialisme !
A bas les bases et les interventions militaires impérialistes !
A bas les plans néolibéraux ! A bas les gouvernements de la bourgeoisie !
Aucune confiance dans les partis réformistes !
Suivons l'exemple de la révolution russe !
Vive le socialisme révolutionnaire !

Suite de la dernière page

L'excuse était la destruction de tunnels et d'autres installations du soi-disant Etat islamique (EI). Washington a déclaré avoir tué près d'une centaine de miliciens, sans « dommages collatéraux » parmi la population. Si l'on considère la puissance destructrice de la bombe et la longue histoire de génocides perpétrés par l'impérialisme, on ne peut vraiment pas croire qu'il n'y ait pas eu de morts civils. Le gouvernement afghan, qui avait annoncé auparavant que le contingent de l'EI était inférieur à 400 personnes et n'existait que dans deux provinces, a consenti à l'opération. Comme antécédent, il faut compter également la mort, le 8 avril dernier, d'un contingent de forces spéciales étasunien lors d'une confrontation avec le groupe terroriste.



Alors que l'EI était l'excuse, la vraie raison est que Trump, avec une très faible popularité et un programme de mesures réactionnaires généralement rejetées par le peuple étasunien, a vu dans les opérations militaires « contre le terrorisme » un moyen de se renforcer. L'attaque en Syrie avait été « bien accueillie », autant par les républicains que par les démocrates. La Maison Blanche veut envoyer un « message » au monde : rappeler sa puissance militaire et destructrice inégalée. Elle vise à rappeler à tout le monde « qui est le chef ».

Trump n'a pas tardé à fêter le lancement de « la mère de toutes les bombes » comme « un succès de plus » de l'armée de son pays, dont il dit être « très, très fier ». Avec son allure bien connue de prétentieux et d'arrogant, il a déclaré : « Nous avons la meilleure armée du monde, et elle a fait son travail, comme d'habitude. »

Les menaces contre la Corée du Nord

Pour Trump, le lancement de la GBU-43 n'était pas seulement une « démonstration de force » dans la région agitée du Moyen-Orient. C'était aussi une manœuvre d'intimidation pour renforcer sa position dans les relations tendues avec la Corée du Nord, qui récemment avait eu un échec dans le lancement d'un missile balistique.

Les Etats-Unis considéraient les ambitions nucléaires de la Corée du Nord comme une « provocation », et ils ont immédiatement envoyé dans la région une flotte dirigée par un porte-avions. La « super bombe » en Afghanistan a aussi à voir avec ce fait.

Les Etats-Unis exigent, tout comme dans le cas de l'Iran, que la Corée du Nord démantèle son arsenal nucléaire, considéré comme un élément « déstabilisant et provocateur ». Lorsqu'on demanda à R.H. McMaster, conseiller de sécurité nationale de Trump, si l'option militaire était sur la table, il déclara que « toutes nos options sont sur la table, en train d'être améliorées et développées davantage », car « il est clair que le président est déterminé à ne pas permettre ce genre de menaces contre les Etats-Unis ».

Trump, un allié de la Chine et de la Corée du Sud en ce qui concerne la Corée du Nord, a tweeté : « Je suis très confiant que la Chine va pouvoir régler la situation avec la Corée du Nord. » Et il a ajouté : « Si elle n'y parvient pas, les Etats-Unis et ses alliés s'en chargeront ! » Ce qui devient, soit dit en passant, un avertissement et une pression sur le gouvernement chinois.

Nous sommes confrontés à une position plus ouvertement agressive et menaçante de l'impérialisme, une position qui est de toute façon inacceptable et exige d'emblée un rejet franc.

La LIT, tout comme elle rejette les bombardements étasuniens en Syrie, s'oppose également à l'agression impérialiste que représente le lancement de la « mère de toutes les bombes ». Nous rejetons en outre, sans réserve, les menaces explicites de Trump contre la Corée du Nord. Nous rejetons et nous combattons le régime haineux et dictatorial de ce pays, qui certainement attaque son propre peuple de toutes les manières possibles. Mais, face à une menace réelle de l'impérialisme, nous sommes du côté du pays le plus faible et opprimé. Qui plus est, nous défendons ouvertement le droit et la souveraineté, pour la Corée du Nord en tant que pays, de développer son plan nucléaire, un terrain que l'impérialisme entend continuer à monopoliser.

Nous appelons la classe ouvrière de tous les peuples, en particulier du peuple des Etats-Unis, à se mobiliser contre les agressions et les menaces de Trump à d'autres nations. Il est urgent de discuter et de reprendre un plan d'actions et de luttes anti-impérialistes partout. La classe ouvrière et les exploités du monde doivent riposter, à la hauteur des attaques et des provocations impérialistes. ■

Le 24 et 25 mai, Donald Trump sera présent en Belgique pour un sommet de l'OTAN. Nous invitons à participer à une marche organisée contre sa présence, le mercredi 24 mars, départ à 17 h à la Gare du Nord (Bruxelles).

Cette marche est dirigée contre Trump et son gouvernement de milliardaires. Elle revendique la paix et l'opposition aux aventures militaires, la sauvegarde de notre planète et de son environnement, la défense des droits humains de toutes et de tous, le combat contre le sexisme, le racisme et les discriminations.

Nous rejetons les agressions et les provocations impérialistes en Afghanistan et en Corée du Nord !

Quelques jours après le bombardement d'une base du régime syrien à Homs, Donald Trump a ordonné le lancement de la GBU-43, une bombe géante de 10 tonnes, sur une région montagneuse dans l'Est de l'Afghanistan et près de la frontière avec le Pakistan. Ce n'est pas par hasard que la GBU-43 est connue comme « la mère de toutes les bombes ». Avec un coût de fabrication de 300 millions de dollars, elle est la plus puissante de l'arsenal non nucléaire étasunien. Son énorme puissance létale provient de l'immense pression d'air qu'elle dégage, et elle peut dévaster des structures jusqu'à une profondeur de 60 mètres.

Voici un déclaration du
Secrétariat International de la LIT-QI
du 18 avril 2017

Lire la suite sur la page 15



Tous contre Trump

Mercredi 24 mai - 17h Gare du Nord - Bruxelles